

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/N/3/NOR**

**L/7611/Add.14**

3 août 1995

(95-2305)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## SUBVENTIONS

### NOTIFICATIONS PRESENTEES CONFORMEMENT A L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET A L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

#### NORVEGE

La Mission permanente de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 juillet 1995.

Eu égard à la décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 au sujet des moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel (L/7582, du 13 décembre 1994), la présente notification est réputée être également une notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947.

#### 1. INTRODUCTION

La présente notification porte sur les programmes ou régimes en vigueur. Les montants des subventions notifiées concernent les subventions versées pendant l'exercice 1994. (La notification des subventions versées au secteur agricole se fonde sur les chiffres du budget pour 1994 et 1995.)

#### Remarques générales sur la durée et la base légale de la subvention:

Les mesures de soutien sont généralement décidées par le Storting (le Parlement) chaque année sur la base du projet de budget du gouvernement. Toutes les décisions budgétaires sont prises pour un seul exercice. Dans les notifications ci-après, d'autres lois particulières sont mentionnées s'il y a lieu. La durée de la subvention est indiquée lorsqu'il s'agit de régime ou de programmes explicitement limités dans le temps. Dans les autres cas, l'expression "la durée n'a pas été précisée" est utilisée.

En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'Accord sur l'Espace économique européen (l'Accord sur l'EEE), le Storting norvégien et le gouvernement ont adopté la Loi n° 117 du 27 novembre 1992 sur les aides de l'Etat et les règlements s'y rapportant concernant la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord sur l'EEE relatives aux aides de l'Etat.

## 2. PROGRAMMES DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

### 2.1 Programmes et projets de R&D concernant l'industrie

#### 2.1.1 Autorités compétentes

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie alloue des crédits au Conseil norvégien pour la recherche, lequel administre le programme.

#### 2.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

La subvention est accordée au titre du budget annuel de l'Etat approuvé par le Parlement, et des statuts du Conseil norvégien pour la recherche.

#### 2.1.3 Objectif général de la subvention

Recherche-développement.

#### 2.1.4 Forme de la subvention

Dons.

#### 2.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

Toutes les entreprises sont admises à en bénéficier, quels que soient le secteur, la région où se situe l'entreprise ou la taille de celle-ci.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Les coûts ouvrant droit à une aide sont les suivants: coût en personnel, matériels et fournisseurs liés à la R&D, instruments et équipements, services consultatifs, etc. Seuls les coûts directement liés à la réalisation des projets sont admis à bénéficier de cette aide. Aide maximale: 50 pour cent pour la recherche industrielle fondamentale et 25 pour cent pour la recherche appliquée et le développement. Les PME (un maximum de 250 salariés est l'un des trois critères retenus) peuvent obtenir une aide supplémentaire correspondant à 10 points de pourcentage. Le Conseil norvégien pour la recherche est autorisé à publier les titres des projets, le montant de sa participation financière, une brève description du projet et les résultats obtenus. Les projets financés par d'autres programmes publics d'aide ne bénéficient normalement pas du soutien du Conseil norvégien pour la recherche. Dans ce cas, les plafonds des aides mentionnées ci-dessus s'appliquent à l'aide combinée.

#### 2.1.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 425 millions de couronnes norvégiennes.

Les données statistiques n'étant pas assez détaillées, il est impossible de distinguer le secteur des services.

Montant moyen de la subvention en 1994: 0,6 million de couronnes norvégiennes.

#### 2.1.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1991. La durée n'a pas été précisée.

#### 2.1.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

#### 2.2. Contrats publics de recherche-développement

##### 2.2.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie. Le Fonds norvégien de développement industriel et régional est chargé de l'administration de ce programme.

##### 2.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat.

Directives relatives aux contrats publics de R&D et aux contrats de R&D concernant l'industrie, approuvées par le Ministère de l'industrie et de l'énergie le 30 mars 1995.

##### 2.2.3 Objectif général de la subvention

Renforcer la capacité des industries norvégiennes à satisfaire les besoins des entités publiques.

Améliorer la qualité et l'efficacité des services fournis par les entités publiques en mettant en oeuvre des technologies nouvelles et améliorées.

##### 2.2.4 Forme de la subvention

Dons.

##### 2.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

Un contrat public de R&D est un accord conclu entre une entreprise norvégienne et un service public qui demande de mettre au point un produit ou un procédé nouveaux. Le bénéficiaire de la subvention est le producteur. Les projets doivent comporter un élément sensiblement nouveau.

Les projets relèvent pour la plupart de la recherche industrielle fondamentale et/ou de la recherche appliquée.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Les coûts ouvrant droit à la subvention sont les suivants: coûts en personnel, frais généraux, dépenses courantes, services consultatifs et services analogues, instruments et équipements. Seuls les coûts directement liés à la réalisation de projets ouvrent droit à cette aide. Aide maximale: 50 pour cent pour la recherche industrielle fondamentale et 25 pour cent pour la recherche appliquée et le développement. Les PME (un maximum de 250 salariés et un des trois critères retenus) peuvent obtenir une aide additionnelle correspondant à 10 points de pourcentage.

#### 2.2.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 121,3 millions de couronnes norvégiennes.

La subvention moyenne a été d'environ 2 millions de couronnes norvégiennes par projet.

#### 2.2.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1968. La durée n'a pas été précisée.

#### 2.2.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 2.3 Contrats de R&D concernant l'industrie

#### 2.3.1 Autorité compétente

Le Fonds norvégien de développement industriel et régional pour le compte du Ministère de l'industrie et de l'énergie.

#### 2.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat approuvé par le Parlement.

Directives relatives aux contrats publics de R&D et aux contrats de R&D concernant l'industrie, approuvées par le Ministère de l'industrie et de l'énergie le 30 mars 1995.

#### 2.3.3 Objectif général de la subvention

Stimuler la R&D dans l'industrie (mise au point de produits) et les liens commerciaux (réseau).

#### 2.3.4 Forme de la subvention

Dons.

#### 2.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

Les projets ouvrant droit à la subvention sont les projets de coopération en matière de R&D entre des entreprises privées, un client principal et un sous-traitant moins important.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Les aides sont limitées aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus) qui s'engagent dans de nouvelles activités économiques. La subvention est accordée pour des projets de recherche appliquée-développement, à concurrence de 35 pour cent du coût du projet.

Les coûts ouvrant droit à une aide sont les suivants: coût en personnel, frais généraux, dépenses courantes, services consultatifs et services analogues, instruments et équipements. Seuls les coûts directement liés à la réalisation des projets sont admis à ce titre.

L'aide est accordée à condition qu'elle soit nécessaire pour lancer et réaliser les projets.

2.3.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 28 millions de couronnes norvégiennes.

La subvention accordée est de 1,1 million de couronnes norvégiennes par projet.

2.3.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1994. La durée n'a pas été précisée.

2.3.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

2.4 Fonds industriel suédois-norvégien

2.4.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie en Norvège et le Ministère de l'industrie en Suède sont les autorités compétentes en la matière. Au total, 250 millions de couronnes suédoises ont été transférés au Fonds par les gouvernements de Norvège et de Suède. Le Fonds fonctionne cependant de manière relativement indépendante.

2.4.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Le Fonds est une fondation de droit suédois. La base légale est un Décret du gouvernement suédois daté du 19 décembre 1991.

2.4.3 Objectif général de la subvention

Un soutien est normalement accordé aux PME et pour des projets de R&D.

2.4.4 Forme des mesures:

- Aide pour études préalables à la faisabilité
- Prêts
- Aide au titre du paiement de redevances.

2.4.5 A qui et comment la subvention est accordée

Le Fonds peut s'engager dans des projets réalisés avec la coopération d'entreprises suédoises et norvégiennes dans toutes les branches de production à l'exception de celles du pétrole et du gaz. Il offre des prêts et des subventions pour des projets liés à la mise au point de produits et à leur introduction sur le marché. Ces prêts et subventions ne peuvent normalement pas dépasser 50 pour cent des coûts admis pour un projet et ne peuvent en aucun cas dépasser 50 millions de couronnes suédoises. Les taux d'intérêt des prêts sont comparables à ceux qu'offrent les institutions privées. Les entreprises enregistrant de bons résultats et qui bénéficient de subventions pour le paiement de redevances doivent rembourser celles-ci à des taux d'intérêt plus élevés.

#### 2.4.6 Montant de la subvention

Le coût net total des prêts et subventions accordés aux entreprises norvégiennes en 1994 est estimé à 7,4 millions de couronnes norvégiennes.

(Le coût net des prêts est calculé comme étant l'intérêt des prêts en cours en 1994. Le taux d'intérêt appliqué correspond au taux moyen applicable pour les nouveaux prêts publics consentis en 1994, soit 7,7 pour cent. Le montant des intérêts perçus par le Fonds est déduit. Les profits et pertes sont ajoutées aux coûts nets.)

#### 2.4.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1982. Date d'expiration: 2001.

#### 2.4.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 3. AIDE AUX REGIONS DEFAVORISEES

#### 3.1 Aides régionales à l'investissement

##### 3.1.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et du travail par l'intermédiaire du Fonds norvégien de développement industriel et régional et de 15 municipalités.

##### 3.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

- Loi n° 97 de juillet 1992
- Règlement de mars 1995 sur les mesures régionales administrées par le Fonds norvégien de développement industriel et régional et par les municipalités des comtés
- Règlement de mars 1995 sur les régions admises à bénéficier d'une aide régionale
- Budget annuel de l'Etat

##### 3.1.3 Objectif général

Aide régionale: création d'emplois, activités économiques permanentes et rentables dans des régions connaissant des problèmes particuliers d'emploi ou un faible niveau d'activité économique.

##### 3.1.4 Forme de la subvention

Dons ou prêts (quelques cas).

### 3.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées dans des régions bénéficiant d'une aide au titre de la politique régionale. Tous secteurs, à l'exception de ceux de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'extraction et du raffinage du pétrole.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Il existe trois catégories de zones bénéficiant d'une aide. Dans la zone A, le plafond général de l'aide ne doit pas dépasser 35 pour cent des dépenses admises à en bénéficier. Toutefois, les PME (un maximum de 250 salariés est l'un des trois critères retenus) peuvent bénéficier d'un plafond majoré de 15 points de pourcentage. Dans la zone B, le plafond général ne doit pas dépasser 25 pour cent des dépenses, les PME pouvant cependant bénéficier de 5 points de pourcentage supplémentaires. Enfin, dans la zone C, le plafond ne doit pas dépasser 15 pour cent des dépenses et les PME peuvent bénéficier d'un plafond majoré de 10 points de pourcentage. Si l'aide à l'investissement est combinée avec d'autres mesures comportant une aide/subvention de l'Etat, le montant total de l'aide ne doit pas excéder les plafonds généraux applicables dans les différentes zones.

### 3.1.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 4 477 millions de couronnes norvégiennes.

Subvention moyenne: 0,6 million de couronnes norvégiennes.

### 3.1.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1966. La durée n'a pas été précisée.

### 3.1.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

## 3.2 Aides régionales pour le développement des affaires et de l'industrie

### 3.2.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et du travail par l'intermédiaire du Fonds norvégien de développement industriel et régional et de 15 municipalités de comtés.

### 3.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi n° 97 de juillet 1992

- Règlement de mars 1995 sur les mesures régionales administrées par le Fonds norvégien du développement industriel et régional et par les municipalités des comtés
- Règlement de mars 1995 sur les régions admises à bénéficier d'une aide régionale
- Budget annuel de l'Etat.

### 3.2.3 Objectif général de la subvention

Aide régionale: création d'emplois, activités économiques permanentes et rentables dans des régions connaissant des problèmes particuliers d'emploi ou un faible niveau d'activité économique.

### 3.2.4 Forme de la subvention

Dons ou prêts (quelques cas).

### 3.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées dans des régions bénéficiant d'une aide régionale. Tous secteurs, à l'exception de l'agriculture, des forêts, de la pêche et ceux de l'extraction et du raffinage du pétrole.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

La subvention concerne les coûts ouvrant droit à des "prêts consentis à des conditions de faveur" (les coûts doivent correspondre à des impératifs ponctuels d'actualisation des connaissances dans différents domaines ou être liés à l'établissement de réseaux de coopération, etc.; pas d'aide aux investissements matériels ou au fonctionnement) et/ou des projets de recherche-développement. Les subventions accordées au titre des "prêts consentis à des conditions de faveur" ne doivent pas excéder 50 pour cent des coûts ouvrant droit à subvention et se limitent aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus). Dans les cas où les coûts concernent des activités de recherche-développement, les grandes entreprises peuvent bénéficier d'une aide à concurrence de 25 pour cent des coûts admis. Pour le même type d'activités, les PME peuvent bénéficier d'une subvention allant jusqu'à concurrence de 40 pour cent des coûts admis.

### 3.2.6 Montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant de la subvention en 1994: 331 millions de couronnes norvégiennes.

Subvention moyenne par projet: 0,2 million de couronnes norvégiennes.

### 3.2.7 Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Date d'institution: 1983. La durée n'a pas été précisée.

### 3.2.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

## 3.3 Programme de restructuration des régions dépendant d'une seule branche de production

### 3.3.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et du travail. Le programme est administré par les municipalités locales et par le Fonds norvégien de développement industriel et régional.



3.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat (Ministère de l'administration locale et du travail, chapitre 552, poste 56).

Règlement d'avril 1993 (H-21/93).

3.3.3 Objectif général de la subvention

Restructuration: création d'emplois dans des régions où une entreprise ou une branche de production principale réduit radicalement l'emploi ou cesse toute activité.

3.3.4 Forme de la subvention

Dons.

3.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises des municipalités qui dépendent d'une seule branche de production ou d'une seule entreprise.

Les autres critères applicables pour l'octroi de la subvention sont les mêmes que pour les "aides régionales à l'investissement" et pour les "aides régionales pour le développement des affaires et de l'industrie" administrés par le Fonds norvégien de développement industriel et régional et les municipalités des comtés.

3.3.6 Montant de la subvention

Versements en 1994: 65,2 millions de couronnes norvégiennes.

Sont également comprises dans ce montant les aides destinées à financer différents types d'infrastructure en vue de prises de participations, dans des entreprises locales à des conditions commerciales, limitées à 49 pour cent du capital social total.

3.3.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1987. La durée n'a pas été précisée.

3.3.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

3.4 Association norvégienne des domaines industriels et du développement industriel (SIVA)

3.4.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et du travail par l'intermédiaire de l'Association norvégienne des domaines industriels et du développement industriel (SIVA).

3.4.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget de l'Etat (Ministère de l'administration locale et du travail, chapitre 552, 55).

Règlement du 27 novembre 1992 concernant le SIVA.

Lettre du 28 mars 1995 du Ministère de l'administration locale et du travail au SIVA.

3.4.3 Objectif général de la subvention

Objectif premier: aide régionale. Objectif secondaire: soutien aux petites et moyennes entreprises.

3.4.4 Forme de la subvention

Dons.

3.4.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus). Elle est avant tout destinée aux industries manufacturières situées dans des zones bénéficiant d'une aide.

La subvention concerne les coûts ouvrant droit à des "prêts consentis à des conditions de faveur" (les coûts doivent correspondre à des impératifs ponctuels d'actualisation des connaissances dans différents domaines ou être liés à l'établissement de réseaux de coopération, etc.; pas d'aide aux investissements matériels ou au fonctionnement).

La subvention maximale qui est accordée correspond à 50 pour cent des coûts admis.

3.4.6 Montant de la subvention

Montant budgétisé en 1994: 16 millions de couronnes norvégiennes.

Vingt-neuf entreprises ont bénéficié d'une subvention en 1994.

3.4.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1992. La durée n'a pas été précisée.

3.4.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

3.5 Programmes nationaux de développement régional (chapitre 552.53)

3.5.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'administration locale et de l'emploi, dans la plupart des cas par l'intermédiaire des organismes administratifs.

3.5.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat et la circulaire H-11/95 du Ministère de l'administration locale et de l'emploi.

3.5.3 Objectif général de la subvention

Régional. Parmi les objectifs importants figure la création de nouvelles structures et de nouveaux moyens de collaboration entre les centres de R&D et les PME privées.

3.5.4 Forme de la subvention

Dons.

3.5.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée principalement aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus) du secteur privé situées dans des zones bénéficiant d'une aide. Elle est utilisée en majeure partie pour soutenir l'infrastructure en matière de R&D. Les entreprises individuelles ne peuvent bénéficier de ce soutien que si elles participent à un programme pluriannuel de coopération d'intérêt national plus large.

Les autres critères applicables pour l'octroi de la subvention aux entreprises sont les mêmes que pour les "aides régionales pour le développement des affaires et de l'industrie" administrés par le Fonds norvégien de développement industriel et régional et par les municipalités du comté.

3.5.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 119 millions de couronnes norvégiennes (en majeure partie aux instituts/centres de recherche situés dans des zones bénéficiant d'une aide).

3.5.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1986. La durée n'a pas été précisée.

3.5.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

3.6 Fonds pour la restructuration de la région de Rana

3.6.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie. Le Fonds industriel et régional norvégien est chargé de l'aide aux entreprises privées. Deux institutions locales participent également au programme.

3.6.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 113 (1987-1988) "Om Rana og Norsk Jernverk A/S" soumise au Storting.

### 3.6.3 Objectif général de la subvention

Restructuration régionale: favoriser des activités industrielles nouvelles et créer des emplois dans les secteurs public et privé. L'industrie norvégienne de l'acier a été restructurée en 1988-1989. Cette restructuration a affecté la région de Rana, dans le comté de Nordland, et entraîné une réduction considérable de l'emploi.

### 3.6.4 Forme de la subvention

Dons.

### 3.6.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées dans la région de Rana.

Les investissements de nature générale ouvrent droit à une aide aux mêmes conditions que les "aides à l'investissement régional" administrés par le Fonds norvégien industriel et régional.

Il est également possible de subventionner la mise sur pied de nouveaux projets et la création d'entreprises à l'aide de fonds propres.

### 3.6.6 Montant de la subvention

Le budget total du programme s'élève à 500 millions de couronnes norvégiennes.

Cette aide va pour environs deux cinquièmes à l'infrastructure et au financement d'organismes publics, et pour environ trois cinquièmes aux investissements privés et à la création d'activités industrielles nouvelles.

Montant total des versements en 1994: 6,1 millions de couronnes norvégiennes.

### 3.6.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1988.

Date d'expiration: 31 décembre 1995.

### 3.6.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

## 3.7 Fonds pour la restructuration de la région de Sor-Varanger

### 3.7.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie. Le Fonds norvégien industriel et régional administre les subventions accordées aux entreprises privées.

3.7.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 80 (1990-1991) soumise au Storting sur la restructuration de Sor-Varanger et A/S Sydvaranger.

3.7.3 Objectif général de la subvention

Restructuration régionale: favoriser des activités industrielles nouvelles et créer des emplois dans les secteurs public et privé. L'industrie minière norvégienne est en voie de restructuration pendant la période allant de 1991 à 1996. Cette restructuration touche la région de Sor-Varanger, dans le comté du Finnmark, et entraîne une réduction considérable de l'emploi.

3.7.4 Forme de la subvention

Dons.

3.7.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées à Sor-Varanger, dans le comté de Finnmark.

Les investissements de nature générale et la mise au point de nouveaux projets bénéficient d'un soutien qui est accordé aux mêmes conditions que les "aides à l'investissement régional et les aides régionales pour le développement des affaires et de l'industrie" administrées par le Fonds norvégien industriel et régional.

3.7.6. Montant de la subvention

Le montant total budgétisé du programme est de 400 millions de couronnes norvégiennes.

Ce montant se répartit comme suit: un tiers va à l'infrastructure et aux organismes publics et environ deux tiers vont à l'investissement privé et à la création de nouvelles activités industrielles.

Montant total des versements en 1994: environ 40 millions de couronnes norvégiennes.

3.7.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1991.

Date d'expiration: 31 décembre 1996.

3.7.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

3.8 Fonds pour la restructuration du Groenland

3.8.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie et le Ministère de l'administration locale et de l'emploi. Une organisation locale de développement industriel est chargée de l'administration du fonds.

3.8.2 Dispositions en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 7 (1992-1993) soumise au Storting.

Budget annuel de l'Etat.

Lettre du 1er mars 1995 au "Vekst i Grenland".

3.8.3 Objectif général de la subvention

Restructuration régionale; création d'emplois.

3.8.4 Forme de la subvention

Dons.

3.8.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée aux entreprises situées dans la région de Grenland, essentiellement aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus).

Elle est accordée pour des projets de développement, des études préliminaires et à l'actualisation des connaissances. Le versement maximum varie en fonction des types de projets. Montant moyen accordé en 1994: 200 000 couronnes norvégiennes.

3.8.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 3,8 millions de couronnes norvégiennes.

3.8.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1993.

Date d'expiration: pas encore arrêtée.

3.8.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

3.9 Société "Viking Business Development A/S"

3.9.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie.

3.9.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 2 (1991-1992) soumise au Storting, "Omstilling i Askim".

3.9.3 Objectif général de la subvention

Restructuration dans une région où l'industrie est en déclin.

3.9.4 Forme de la subvention

Dons.

3.9.5 A qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises situées dans le comté d'Askim in Ostfold sont économiquement viables. La société de capital-risque "Viking Business Development A/S" s'efforce de créer de nouvelles activités en investissant du capital-risque dans des entreprises.

3.9.6 Montant de la subvention

La société de capital-risque a bénéficié d'une subvention de 40 millions de couronnes norvégiennes en 1991.

3.9.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er décembre 1991.

Date d'expiration: 1er décembre 1996.

3.9.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une série de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

4. AIDE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

4.1 Aides au développement

4.1.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie par l'intermédiaire du Fonds norvégien de développement industriel et régional (SND).

4.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi n° 97 du 3 juillet 1992 sur le SND.

"Retningslinjer for Statens noerings- og distriktsutbiklingsfonds landsdekkende virkemidler".

Lettre du Ministère de l'industrie et de l'énergie du 21 février 1995 au SND.

Budget annuel de l'Etat.

#### 4.1.3 Objectif général de la subvention

Aides aux PME. Améliorer l'efficacité des entreprises.

#### 4.1.4 Forme de la subvention

Dons.

#### 4.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

Le programme est essentiellement destiné aux PME. Tous les secteurs peuvent en bénéficier, à l'exception des assurances, du secteur bancaire et financier, des transports maritimes, de la prospection pétrolière et gazière, des administrations publiques et des entreprises commerciales du secteur public.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Subvention accordée aux PME (un maximum de 250 salariés est l'un des trois critères retenus):

- 50 pour cent au maximum des coûts ouvrant droit à des "prêts consentis à des conditions de faveur" (les coûts doivent correspondre à des impératifs ponctuels d'actualisation des connaissances dans différents domaines ou être liés à l'établissement de réseaux de coopération, etc.; pas d'aide aux investissements matériels ou au fonctionnement);
- 35 pour cent au maximum des coûts admis pour les projets de recherche appliquée-développement; et
- 7,5 pour cent au maximum au titre des investissements matériels (maximum 15 pour cent pour les petites entreprises).

Les grandes entreprises n'ont droit qu'à une aide maximale de 25 pour cent des dépenses admises pour des projets de R&D ou à une subvention de 50 000 écus au maximum, pendant trois ans dans l'un des cas définis ci-dessus.

#### 4.1.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 807 millions de couronnes norvégiennes.

(Les aides au secteur des services sont comprises dans ce montant.)

Subvention moyenne par projet en 1994: 0,272 million de couronnes norvégiennes.

#### 4.1.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1993. La durée n'a pas été précisée.

#### 4.1.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.



#### 4.2 Système consultatif public

##### 4.2.1 Autorité compétente

Le Ministère norvégien de l'industrie et de l'énergie.

La subvention est administrée par les institutions suivantes:

- l'Institut national de technologie (TI)
- l'Institut de technologie et d'innovation de Norvège du Nord (VINN) et
- services régionaux de consultation (BRT) (un réseau établi à l'échelle nationale).

##### 4.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 86 (1986-1987) soumise au Storting.

Décret royal du 19 février 1988.

Décret royal du 22 avril 1988.

Budget annuel de l'Etat.

##### 4.2.3 Objectif général de la subvention

Transfert de compétences et de connaissances aux PME.

##### 4.2.4 Forme de la subvention

Services gratuits ou partiellement gratuits.

##### 4.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

L'Institut national de technologie et l'Institut de technologie et d'innovation de Norvège du Nord apportent aux PME des connaissances techniques, tandis que les services régionaux de consultation fournissent une aide de caractère général.

Ces institutions ne subventionnent que les services destinés aux PME employant moins de 100 salariés et surtout à celles qui comptent moins de 20 salariés. Le montant maximum de l'aide accordée légalement à une entreprise est de 50 000 écus sur trois ans, mais le niveau moyen n'est que de 10 000 couronnes norvégiennes.

##### 4.2.6 Montant de la subvention

Les aides accordées à ces institutions en 1994 pour permettre à celles-ci de fournir des services (tous secteurs confondus) ont été les suivantes:

Institut de technologie:	77 500 000 couronnes norvégiennes
Institut de technologie et d'innovation de la Norvège du Nord:	26 000 000 couronnes norvégiennes
Services régionaux de consultation:	55 350 000 couronnes norvégiennes

#### 4.2.7 Durée de la subvention

Le système consultatif public a été réorganisé en 1988. Sa durée n'a pas été précisée.

#### 4.2.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 5. AIDE A L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT

#### 5.1 Aide au développement et à la diffusion de technologies propres

##### 5.1.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'environnement par l'intermédiaire du Service norvégien de lutte contre la pollution.

##### 5.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat.

Lettre du Ministère de l'environnement du 30 mars 1995 au Service norvégien de lutte contre la pollution.

##### 5.1.3 Objectif général de la subvention

Encourager la mise au point et la diffusion de technologies propres.

##### 5.1.4 Forme de la subvention

Subvention ponctuelle aux investissements concernant des projets.

##### 5.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée à toutes les entreprises.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

L'investissement spécialisé et la recherche-développement peuvent être subventionnés à concurrence de 25 pour cent des dépenses. Les PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus) peuvent obtenir une aide majorée de 10 points de pourcentage. Les entreprises des régions bénéficiant d'une aide peuvent obtenir une aide majorée de 5 à 10 points de pourcentage.

Les PME peuvent bénéficier d'un soutien pour la réalisation d'études techniques sur l'environnement à concurrence de 50 pour cent des dépenses admises à en bénéficier.

Le soutien se limite à des projets dépassant les conditions fixées par la loi ou la réglementation.

Ce programme peut être utilisé conjointement avec le régime de garanties des prêts (voir ci-dessous). Lorsque ces deux programmes sont associés, le montant total de la subvention ne doit pas dépasser les plafonds mentionnés ci-dessus.

#### 5.1.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 46,9 millions de couronnes norvégiennes (secteur des services inclus).

#### 5.1.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1990. La durée n'a pas été précisée.

#### 5.1.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 5.2 Subventions à la réduction et au recyclage des déchets

#### 5.2.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'environnement.

#### 5.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat.

Lettre du Ministère de l'environnement du 30 mars 1995 au Service norvégien de lutte contre la pollution.

#### 5.2.3 Objectif général de la subvention

Encourager la réduction et le recyclage des déchets.

#### 5.2.4 Forme de la subvention

Aide ponctuelle à l'investissement concernant des projets.

#### 5.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention peut être accordée à toutes les entreprises. Les projets subventionnés doivent viser à réduire la quantité de déchets et à améliorer les systèmes qui permettent de les recycler.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Un soutien n'est accordé qu'aux projets qui dépassent les limites fixées par la loi ou la réglementation. Le plafond de l'aide est de 30 pour cent des coûts admis à en bénéficier. Les PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus) peuvent obtenir une aide majorée de 10 points de pourcentage. Les entreprises situées dans la zone A peuvent obtenir une aide majorée de 5 à 10 points de pourcentage.

Ce programme peut être utilisé conjointement avec la garantie de prêt (voir ci-dessous). Dans ce cas, le montant total de la subvention ne doit pas dépasser les plafonds susmentionnés.

5.2.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 71,3 millions de couronnes norvégiennes.

5.2.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1990. La durée n'a pas été précisée.

5.2.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

5.3 Garanties de prêts pour les investissements dans des technologies propres et dans la réduction et le recyclage des déchets

5.3.1 Autorité compétente

Ce programme est administré par le Fonds norvégien de développement industriel et régional pour le compte du Ministère de l'environnement.

5.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Des garanties de prêts sont consenties conformément aux décisions budgétaires adoptées par le Parlement (voir chapitre 1442, poste 73 du budget de l'Etat). En outre, des règles particulières régissant l'octroi de l'aide sont définies dans une lettre du 30 mars 1995 adressée au Fonds norvégien de développement industriel et régional.

5.3.3 Objectif général de la subvention

Promouvoir le développement et la diffusion de technologies propres, ainsi que la réduction et le recyclage des déchets.

5.3.4 Forme de la subvention

Garantie d'investissement ponctuelle concernant des projets.

5.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée à toutes les entreprises.

Garanties de prêt pour des investissements dans des technologies propres, ainsi que dans la réduction et le recyclage des déchets. La conversion en un prêt hypothécaire ordinaire lorsque le projet est opérationnel.

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

Les pertes éventuelles sont garanties à concurrence de 75 pour cent.

Le plafond de la subvention est le même que pour le programme susmentionné intitulé "Aides à la réduction et au recyclage des déchets".

Ce programme peut être utilisé conjointement avec les autres programmes de subvention susmentionnés.

#### 5.3.6 Montant de la subvention

Versements effectués pour défaut de remboursement de prêts en 1994: 8,6 millions de couronnes norvégiennes.

#### 5.3.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1992. La durée n'a pas été précisée.

#### 5.3.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé pour toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 5.4 Garanties de prêts et prêts à la Société chargée du traitement des déchets dangereux

#### 5.4.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'environnement par l'intermédiaire du Fonds norvégien de développement industriel et régional.

#### 5.4.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 103 (1990-1991) soumise au Storting.

#### 5.4.3 Objectif général de la subvention

Réduire les risques liés à la construction et à l'exploitation d'une usine de traitement des déchets dangereux.

#### 5.4.4 Forme de la subvention

Prêt et garantie de prêt.

#### 5.4.5 A qui et comment la subvention est accordée

Ces facilités de financement ne peuvent être utilisées que par la société en question, à savoir, la "Norsk Avfallshandtering A/S".

Cette société bénéficie d'un prêt à concurrence de 100 millions de couronnes norvégiennes et d'une garantie à concurrence de 55 pour cent (ou de 250 millions de couronnes norvégiennes au

maximum) des prêts étrangers consentis à la société. Ce prêt est accordé à des conditions commerciales. La garantie est exempte de frais.

5.4.6 Montant de la subvention

Voir le point 5.3.5 ci-dessus.

5.4.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1991.

La durée du prêt et de la garantie de prêt est de 20 ans.

5.4.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

5.5 Programme d'aide à l'introduction de nouvelles technologies en matière de production d'énergie

5.5.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie par l'intermédiaire de l'administration norvégienne des ressources en eau et de l'énergie (NWREA).

5.5.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Document parlementaire 1979-1993.

Livre blanc n° 61 du gouvernement (1988-1989).

Règlements de la NWREA.

Budget annuel de l'Etat.

5.5.3 Objectif général de la subvention

Economie d'énergie.

5.5.4 Forme de la subvention

Dons.

5.5.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention peut être accordée au secteur des affaires au sens large.

Soutien à l'introduction et à des activités de démonstration de nouvelles techniques de production efficace d'énergie et d'énergies renouvelables; équipements, dépenses de formation et honoraires de consultants en rapport avec des activités de la démonstration de ces nouvelles techniques. Soutien accordé à concurrence de 50 pour cent des dépenses admises à en bénéficier.

5.5.6 Montant de la subvention

Le montant budgétisé de la subvention s'est élevé à 20 millions de couronnes norvégiennes en 1994.

5.5.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1979. La durée n'a pas été précisée.

5.5.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé à toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

6. ENCOURAGEMENT DES EXPORTATIONS

6.1 Campagne en faveur des exportations, Programme stratégique et Programme de développement des exportations des PME

6.1.1 Autorité compétente

Le Ministère des affaires étrangères par l'intermédiaire du Conseil norvégien du commerce.

6.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Décret gouvernemental sur les Statuts du Conseil norvégien du commerce.

Directives adoptées par le Ministère des affaires étrangères en mars 1995.

Budget annuel de l'Etat.

6.1.3 Objectif général de la subvention

Expansion des activités et promotion des exportations.

6.1.4 Forme de la subvention

Dons.

6.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

Conditions applicables à partir du 1er avril 1995:

La subvention est accordée aux PME (un maximum de 250 salariés est un des trois critères retenus).

Coûts subventionnés: dépenses liées à la participation à des foires commerciales, dépenses au titre d'études de marchés, séminaires, honoraires de consultants. Pourcentage maximum de l'aide: 50 pour cent des dépenses y ouvrant droit. Pourcentage moyen: 25 pour cent.

#### 6.1.6 Montant de la subvention

Montant de la subvention en 1994.

Campagne en faveur des exportations: 36,3 millions de couronnes norvégiennes.

Programme de promotion des exportations des PME: 14 millions de couronnes norvégiennes.

Programme stratégique: 26,4 millions de couronnes norvégiennes.

#### 6.1.7 Durée de la subvention

Date d'institution: campagne en faveur des exportations: 1969, Programme de promotion des exportations des PME: 1986; Programme stratégique: 1989. La durée n'a pas été précisée.

#### 6.1.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé à toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 6.2 Programme de financement des crédits à l'exportation

#### 6.2.1 Autorité compétente

Le Ministère des finances.

#### 6.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Budget annuel de l'Etat.

#### 6.2.3 Objectif général de la subvention

Harmoniser les crédits publics à l'exportation offerts par les autres pays exportateurs avec l'"Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public" (ci-après dénommé "l'Arrangement de l'OCDE").

#### 6.2.4 Forme de la subvention

Bonification d'intérêt et réduction du risque de change.

#### 6.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

Les bénéficiaires de crédits publics à l'exportation sont les acquéreurs étrangers de biens d'équipement norvégiens. Les crédits à l'exportation sont accordés à des taux d'intérêt conformes à l'Arrangement de l'OCDE.

#### 6.2.6 Montant de la subvention

Le montant cumulé net de la subvention pour l'année 1994 est de 119 millions de couronnes norvégiennes, secteur des services compris. Ce montant représente les subventions nettes nécessaires



pour les encours de crédits, déduction faite des remboursements de crédits au titre de toutes les transactions bénéficiaires du programme jusqu'à l'année 1994 comprise.

6.2.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1978. La durée n'a pas été précisée.

6.2.8 Effets de la subvention sur le commerce

Rendre les exportateurs norvégiens plus compétitifs en ce qui concerne les prix, la qualité, les solutions techniques, etc., en ce sens que l'élément crédit de leurs offres sera égal à celui de leurs concurrents.

6.3 Garanties de crédits à l'exportation

6.3.1 Autorité compétente

Le Ministère des affaires étrangères par l'intermédiaire de l'Institut de garantie de crédit à l'exportation (GIEK). Le GIEK jouit cependant d'une grande indépendance. La section commerciale du GIEK est chargée des garanties à court terme et la section publique des garanties à long terme.

6.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Résolution du Parlement du 25 mai 1993.

Règlement du 14 février 1994 adopté par le Ministère des affaires étrangères.

Budget annuel de l'Etat.

6.3.3 Objectif général de la subvention

Promouvoir les exportations norvégiennes de biens et de services essentiellement en couvrant le risque de crédit encouru par l'exportateur sur le plan commercial et politique.

6.3.4 Forme de la subvention

Garanties.

6.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

Les conditions requises pour bénéficier de cette aide sont conformes aux dispositions de l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et au "Berne Union Understanding"

La section du GIEK chargée des garanties à court terme a pour objectif financier d'atteindre un équilibre des comptes à brève échéance. La section du GIEK chargée du programme de garanties à long terme a pour objectif financier d'atteindre un équilibre des comptes à longue échéance.

#### 6.3.6 Montant de la subvention

Les coûts nets en 1994 étaient de -186,2 millions de couronnes norvégiennes (montant négatif de subvention).

(Les coûts nets s'entendent des garanties accordées en 1994, minorées des remboursements d'intérêts et de capital pour l'année.)

#### 6.3.7 Durée de la subvention

Le GIEK a été établi en 1960 et réorganisé en 1994. La nouvelle structure du GIEK sera évaluée d'ici à la fin de 1996.

#### 6.3.8 Effets de la subvention sur le commerce

Un soutien est accordé à toute une gamme de projets et de secteurs. On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 7. AIDE A DES SECTEURS INDUSTRIELS PARTICULIERS

#### 7.1 Bonifications d'intérêt pour l'industrie de la construction navale - financement à long terme et prêts à la construction

##### 7.1.1 Autorité compétente

Le Ministère des finances et des douanes par l'intermédiaire des sociétés "A/S Eksportfinans" et "Laneinstituttet".

##### 7.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 97 (1981-1982) soumise au Storting.

##### 7.1.3 Objectif général de la subvention

Soutenir l'industrie de la construction navale en Norvège.

##### 7.1.4 Forme de la subvention

Bonification d'intérêt pour les propriétaires de navires et prêt subventionné à la construction.

##### 7.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

Pour les propriétaires de navires: une bonification d'intérêt est calculée sur la base d'un prêt hypothétique consenti sur cinq ans, ou d'un prêt réel étalé sur cinq à 12 ans, remboursé par tranches semestrielles égales.

Pour les chantiers navals: les prêts subventionnés à la construction sont établis en pourcentage du prix contractuel du navire. Le programme porte à la fois sur les constructions nouvelles et sur les conversions de navires jaugeant plus de 100 tonnes brutes (toutefois, l'aide aux conversions de navires étrangers n'est accordée que pour des navires jaugeant plus de 1 000 tonnes brutes).

7.1.6 Montant de la subvention

Montant total en millions de couronnes norvégiennes des subventions accordées en 1994:

Bonifications d'intérêt: 643,2.

Prêts subventionnés à la construction: 17,6.

7.1.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1982.

Date d'expiration: 1989.

Les subventions versées à ce titre s'échelonnent sur une période de cinq à 12 ans après la livraison du navire; les versements se poursuivent donc actuellement.

7.1.8 Effets de la subvention sur le commerce

Ce programme de subvention devrait permettre de corriger les distorsions de la concurrence auxquelles les chantiers navals norvégiens se heurtent face aux chantiers étrangers qui sont également subventionnés conformément à des arrangements nationaux en matière de subventions.

7.2 Subventions en faveur de la construction navale et prêts subventionnés à la construction

7.2.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'industrie et de l'énergie par l'intermédiaire des banques "A/S Eksportfinans" et "Norsk Skibs Hypothekbank A/S".

7.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 1 au Storting, Appendice 13 (1989-1998).

7.2.3 Objectif général de la subvention

Soutien à la construction navale en Norvège.

7.2.4 Forme de la subvention

Dons.

7.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

Subvention applicable à partir de mai 1995.

La subvention consiste en une aide liée au contrat qui est versée aux chantiers navals et calculée en pourcentage du prix contractuel du navire.

Les taux de subvention sont de 9 pour cent pour les constructions nouvelles, d'une valeur supérieure à 10 millions d'écus, et de 4,5 pour cent pour les constructions nouvelles de moins de

10 millions d'écus et pour les conversions. La subvention est versée en une fois entre sept et 13 mois après la livraison du navire. Le programme porte sur les bâtiments nouveau d'au moins 100 tjb et sur les bâtiments transformés d'au moins 1 000 tjb.

#### 7.2.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 478,9 en couronnes norvégiennes.

#### 7.2.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1990. Ce programme a remplacé le programme intitulé "Bonifications d'intérêts pour la construction navale - Financement à long terme et prêts à la construction. Il viendra à expiration lorsque l'Accord de l'OCDE concernant les conditions normales de concurrence dans l'industrie de la construction et de la réparation navales marchandes entrera en vigueur.

#### 7.2.8 Effets de la subvention sur le commerce

Ce programme de subvention devrait permettre de corriger les distorsions de la concurrence auxquelles les chantiers navals norvégiens se heurtent face aux chantiers étrangers qui sont également subventionnés conformément à des arrangements nationaux en matière de subventions.

### 7.3 Allègement de la taxe sur le CO<sub>2</sub> en ce qui concerne le pétrole, le charbon et le coke

#### 7.3.1 Autorité compétente

Le Ministère royal des finances et des douanes.

#### 7.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Les taux de la taxe sur le CO<sub>2</sub> et les allègements y afférents sont décidés par le Parlement au moment de l'établissement du budget annuel.

#### 7.3.3 Objectif général de la subvention

La taxe sur le CO<sub>2</sub>, qui a été instituée le 1er janvier 1991, est élevée par rapport à celles qui ont été établies ou proposées dans d'autres pays. Les allègements y afférents mentionnés ci-dessus ont été décidés pour éviter une détérioration fâcheuse de la compétitivité des entreprises concernées.

#### 7.3.4 Forme de la subvention

Allègement de la taxe.

#### 7.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

Allègements de la taxe pour les industries du papier et de la pâte à papier, de la farine de poisson, du ciment et des blocs pour la construction,

##### a) Pétrole

Un droit d'accise est prélevé sur le pétrole. En 1994, ce droit consistait en une taxe sur le CO<sub>2</sub> s'élevant à 0,41 couronne norvégienne par litre et à une taxe sur le CO<sub>2</sub> de

0,07 couronne norvégienne pour une teneur en soufre de 0,25 pour cent et par litre. Le pétrole d'une teneur en soufre inférieure à 0,05 pour cent n'est pas assujettie à la taxe sur le CO<sub>2</sub>. A compter du 1er janvier 1995, le taux est de 0,415 couronne norvégienne pour la taxe sur le CO<sub>2</sub>, la taxe sur le CO<sub>2</sub> étant inchangée. Depuis 1993, les industries du papier, de la pâte à papier et de la farine de poisson versent une taxe réduite de moitié sur le CO<sub>2</sub>; le taux appliqué en 1994 était de 0,205 couronne norvégienne. Les transports aériens, la construction navale et la pêche ne sont pas assujettis à la taxe sur le pétrole, à l'exception de la pêche côtière et du transport côtier de marchandises qui acquittent la taxe sur le CO<sub>2</sub>.

b) Charbon et coke

Une taxe sur le CO<sub>2</sub> applicable au charbon et au coke a été établie le 1er juillet 1992. En 1994, elle s'élevait à 0,41 couronne norvégienne par kg. Elle a été portée à 0,415 couronne norvégienne le 1er janvier 1995. Le charbon et le coke utilisés comme énergie pour la production de ciment et de blocs pour la construction n'y sont pas assujettis. Les industries qui utilisent le charbon et le coke en tant que réducteurs ou comme matières premières dans les processus de production industrielle n'y sont pas soumises non plus.

7.3.6 Montant de la subvention

En 1994, les allègements de taxe se sont élevés à 30 millions de couronnes norvégiennes pour le papier et la pâte à papier, à environ 10 millions de couronnes pour la farine de poisson et à environ 90 millions de couronnes pour le ciment et de blocs pour la construction.

7.3.7 Durée de la subvention

Date d'institution: allègement de la taxe pour le charbon et le coke: 1er juillet 1992. Pour le pétrole: 1er janvier 1993.

La durée n'a pas été précisée.

7.3.8 Effets de la subvention sur le commerce

Les effets de ces allègements de taxe sur le commerce n'ont pas été évalués.

7.4 Subventions à la presse

7.4.1 Autorité compétente

Le Ministère norvégien des affaires culturelles par l'intermédiaire de l'Administration norvégienne des médias.

7.4.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Décret royal du 7 août 1984 et amendements.

7.4.3 Objectif général de la subvention

Promouvoir et maintenir une presse diversifiée.

7.4.4 Forme de la subvention

Dons.

7.4.5 A qui et comment la subvention est accordée

Le montant de l'aide est calculé en fonction du tirage annuel de chaque journal.

Les journaux qui font paraître deux numéros ou plus par semaine et dont le tirage moyen est compris entre 2 000 et 6 000 exemplaires peuvent demander des aides. En outre, des aides sont accordées aux journaux qui sont en difficulté et dont le tirage moyen peut atteindre 80 000 exemplaires. Depuis 1989, les journaux hebdomadaires ayant un tirage d'au moins 1 000 exemplaires sont inclus dans le programme d'aides.

7.4.6 Montant de la subvention

Montant total de l'aide accordée en 1994: 203 millions de couronnes norvégiennes.

7.4.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1969. La durée n'a pas été précisée.

7.4.8 Effets de la subvention sur le commerce

La subvention est censée n'avoir aucun effet sur le commerce.

8. SUBVENTIONS AU SECTEUR DE LA PECHE

8.1 Aide à la restructuration et à la rationalisation de l'industrie de transformation du poisson

8.1.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

8.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

L'aide est octroyée conformément à l'accord annuel conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique.

8.1.3 Objectif général de la subvention

Renforcer la compétitivité de l'industrie de transformation du poisson.

8.1.4 Forme de la subvention

Dons.

8.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est accordée à l'industrie de transformation du poisson. Le nombre d'entreprises concernées varie d'une année à l'autre. La subvention ne s'applique pas au secteur de la pisciculture.

8.1.6 Montant de la subvention

Il n'est pas possible d'indiquer le montant unitaire de la subvention. Les dépenses totales pour 1994 se sont élevées à 10,3 millions de couronnes norvégiennes.

Pour 1995, aucune aide n'est accordée pour la restructuration et la rationalisation de l'industrie de transformation du poisson.

8.1.7 Durée de la subvention

La subvention a été instituée conformément à l'accord de 1964 conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique. La subvention est accordée.

Aucun délai en rapport avec la subvention n'a été fixé.

8.1.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

8.2 Aide au transport

8.2.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

8.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

La subvention est octroyée conformément à l'accord conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique.

8.2.3 Objectif général et/ou objet de la subvention

L'aide doit être utilisée en partie pour financer les coûts directs des programmes d'aide au transport, afin de faciliter les activités de pêche dans certaines régions.

8.2.4 Forme de la subvention

Dons.

8.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

L'aide au transport est destinée aux organismes de commercialisation ci-après:

Association norvégienne du poisson;

Association de commercialisation du poisson pour la Norvège occidentale;

Association de commercialisation du poisson pour le comté de Rogaland;

Association de commercialisation du poisson pour la côte de Skagerak;

Société norvégienne de commercialisation du hareng.

Les organismes de commercialisation sont chargés de répartir l'aide au transport dans le secteur de la pêche. Chaque organisme doit présenter un plan indiquant la manière dont il compte utiliser ces fonds de manière à assurer les activités de pêche pendant toute l'année.

La subvention ne s'applique pas au secteur de la pisciculture.

#### 8.2.6 Montant de la subvention

Les versements en 1994 se sont chiffrés au total à 23,3 millions de couronnes norvégiennes.

Il n'est pas possible d'indiquer le montant unitaire de la subvention.

#### 8.2.7 Durée de la subvention

La subvention a été instituée conformément à l'accord de 1964 conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique. La durée n'a pas été précisée.

#### 8.2.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 8.3 Aide à certaines pêches

#### 8.3.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

#### 8.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

L'aide est octroyée conformément à l'accord annuel conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique.

#### 8.3.3 Objectif général de la subvention

L'aide est accordée pour certaines pêches afin d'en accroître la rentabilité.

#### 8.3.4 Forme de la subvention

Dons.

#### 8.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux organismes de commercialisation. Ceux-ci sont chargés de répartir l'aide à certaines pêches dans le secteur.

Les fonds sont mis à disposition au moment de la mise en application des mesures de soutien approuvées.



La subvention ne s'applique pas au secteur de la pisciculture.

#### 8.3.6 Montant de la subvention

Les versements en 1994 se sont chiffrés au total à 4,6 millions de couronnes norvégiennes. Ce montant a été réparti comme suit:

Crabe	2,6 millions de couronnes norvégiennes
Crevettes côtières	1,3 million de couronnes norvégiennes
Sprats côtiers	0,7 million de couronnes norvégiennes

#### 8.3.7 Durée de la subvention

La subvention a été instituée conformément à l'accord de 1964 conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique. La durée n'a pas été précisée.

#### 8.3.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

#### 8.4 Fonds pour la commercialisation

##### 8.4.1 Autorité compétente

Le Ministre de la pêche.

##### 8.4.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

L'aide est octroyée conformément à l'accord annuel conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique.

##### 8.4.3 Objectif général de la subvention

Les fonds pour la commercialisation doivent être utilisés pour prendre des mesures qui favorisent les ventes de poisson et de produits à base de poisson au niveau national et à l'exportation. L'accent est mis sur les efforts communs qui permettront d'améliorer l'image des produits de la mer norvégiens sur les marchés. Ce programme est en outre considéré comme un moyen de renforcer la coopération entre les entreprises du secteur de la pêche.

##### 8.4.4 Forme de la subvention

Dons.

##### 8.4.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée à des groupes d'entreprises qui produisent ou vendent du poisson ou des produits à base de poisson norvégiens. Les organisations appartenant au secteur de la pêche peuvent demander à bénéficier de subventions.

Les sociétés de consultants et les experts-conseils ne peuvent pas demander à bénéficier du soutien pour leur propre compte.

La subvention ne s'applique pas au secteur de la pisciculture.

#### 8.4.6 Montant de la subvention

Les dépenses totales pour 1994 se sont élevées à 4,2 millions de couronnes norvégiennes.

Il n'est pas possible d'indiquer le montant unitaire de la subvention.

Pour 1995, aucune aide n'est accordée aux fonds pour la commercialisation.

#### 8.4.7 Durée de la subvention

La subvention a été instituée conformément à l'accord de 1964 conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique. La subvention est accordée pour une année; il n'y a pas de délai en rapport avec cette subvention.

#### 8.4.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce.

### 8.5 Bonification d'intérêt pour les bateaux de pêche destinés à être livrés en Norvège - Financement à long terme et prêts à la construction

#### 8.5.1 Autorité compétente

Le Ministère des finances et des douanes par l'intermédiaire de la Banque nationale norvégienne des pêches.

#### 8.5.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 73 (1985-1986) au Storting (Parlement).

#### 8.5.3 Objectif général de la subvention

Modernisation des bateaux de pêche.

#### 8.5.4 Forme de la subvention

Bonification d'intérêt et prêts bonifiés à la construction.

#### 8.5.5 A qui et comment la subvention est accordée

Propriétaires de bateaux: bonification d'intérêt calculée sur la base d'un prêt hypothétique sur cinq ans, ou d'un prêt réel sur cinq à 12 ans, remboursable par tranche semestrielle égale.

Chantiers navals: prêts bonifiés à la construction calculés en pourcentage du prix contractuel du bateau.

8.5.6 Montant de la subvention

Montant total des bonifications d'intérêt en 1994: 27,6 millions de couronnes norvégiennes.

Aucun versement n'a été effectué au titre des prêts bonifiés à la construction.

8.5.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 18 avril 1986.

Date d'expiration: 31 décembre 1989.

Dans le cadre de ce programme, les subventions sont versées sur une période de cinq à 12 ans après la livraison du bateau. Des versements à ce titre sont donc toujours effectués.

8.5.8 Effets de la subvention sur le commerce

Le programme de subvention est censé avoir corrigé les distorsions de concurrence entre les chantiers navals norvégiens et les chantiers navals étrangers, ces derniers ayant également bénéficié de subventions dans le cadre de programmes nationaux.

8.6 Soutien aux bateaux de pêche destinés à être livrés en Norvège, subventions contractuelles et prêts bonifiés à la construction

8.6.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche par l'intermédiaire de la Banque nationale norvégienne des pêches.

8.6.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Proposition n° 1, Appendice 13 (1989-1990) au Storting (Parlement).

8.6.3 Objectif général de la subvention

Le principal objectif du programme est de soutenir le secteur de la construction navale. Objectif secondaire: modernisation des bateaux de pêche.

8.6.4 Forme de la subvention

Dons.

8.6.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée au propriétaire du bateau en tant que subvention contractuelle et est calculée en pourcentage du prix contractuel du bateau.

Les taux de subvention sont de 9 pour cent pour la construction de bateaux neufs et les transformations considérables (lorsque la valeur du contrat est supérieure à 20 millions de couronnes norvégiennes) et de 4,5 pour cent pour les transformations importantes (lorsque la valeur du contrat est supérieure à 2 millions de couronnes).

8.6.6 Montant de la subvention

Montant total de l'aide accordée en 1994: 23,3 millions de couronnes norvégiennes.

8.6.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1er janvier 1990. Ce programme de subventions a remplacé le programme intitulé "Bonification d'intérêt pour les bateaux de pêche destinés à être livrés en Norvège - Financement à long terme et prêts à la construction". Sa durée n'a pas été précisée.

8.6.8 Effets de la subvention sur le commerce

Le programme de subventions est censé avoir corrigé les distorsions de concurrence entre les chantiers navals norvégiens et les chantiers navals étrangers, ces derniers ayant également bénéficié de subventions dans le cadre de programmes nationaux.

8.7 Aide à la construction ou à l'achat de bateaux dans le comté de Finnmark

8.7.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

8.7.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement du 9 mars 1995 relatif à l'aide à la construction ou à l'achat de bateaux dans le comté de Finnmark.

Budget annuel de l'Etat.

8.7.3 Objectif général de la subvention

Aide régionale.

8.7.4 Forme de la subvention

Dons.

8.7.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée à tout acheteur ou constructeur de bateaux de pêche dans le comté de Finnmark. L'aide est limitée à 15 pour cent du prix de construction d'un bateau neuf et à 15 pour cent du prix d'achat d'un bateau ancien.

La subvention est accordée pour la construction d'un bateau neuf ou pour l'achat d'un bateau de moins de dix ans, d'une longueur totale comprise entre 15 et 35 mètres.

8.7.6 Montant de la subvention

Budget de 1994: 2,5 millions de couronnes norvégiennes.

8.7.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1989. La durée n'a pas été précisée.

8.7.8 Effets de la subvention sur le commerce

Etant donné que l'aide se limite à un certain pourcentage et que le programme est budgétisé, les effets sur le commerce sont pratiquement inexistants.

8.8 Soutien aux centres d'approvisionnement en appâts des palangriers

8.8.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

8.8.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Accord annuel conclu entre les pouvoirs publics et l'Organisation des pêcheurs norvégiens.

8.8.3 Objectif général de la subvention

Soutien structurel au secteur de la pêche dans certaines régions.

8.8.4 Forme de la subvention

Dons.

8.8.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux membres de centres d'approvisionnement en appâts des palangriers.

Pour 1995, le soutien est limité à 6 couronnes norvégiennes pour 100 hameçons amorcés.

8.8.6 Montant de la subvention

1994: 6 couronnes norvégiennes pour 100 hameçons. Montant total: 10 millions de couronnes.

8.8.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1964, conformément à l'accord conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique. La durée n'a pas été précisée.

8.8.8 Effets de la subvention sur le commerce

Le soutien, qui est destiné à des régions spécifiques, aura vraisemblablement des effets limités sur le commerce.

8.9 Aide à l'installation de dispositifs économeurs d'énergie à bord des bateaux de pêche

8.9.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

8.9.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Accord annuel conclu entre les pouvoirs publics et l'Organisation des pêcheurs norvégiens.

8.9.3 Objectif général de la subvention

Programme de protection de l'environnement.

8.9.4 Forme de la subvention

Dons.

8.9.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux pêcheurs agréés.

L'aide est accordée pour une gamme limitée de dispositifs économeurs d'énergie.

Elle peut couvrir de 25 à 50 pour cent des dépenses d'investissement.

Cette aide ne peut pas dépasser 35 000 couronnes norvégiennes par bateau.

8.9.6 Montant de la subvention

Montant total des versements en 1994: 18 550 couronnes norvégiennes.

8.9.7 Durée de la subvention

La subvention a été instituée conformément à l'accord de 1964 conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique. La subvention est accordée pour une année; aucun délai précis en rapport avec cette subvention n'a cependant été fixé.

8.9.8 Effets de la subvention sur le commerce

De très faibles montants ont été versés à ce jour au titre du programme.

8.10 Aide à la création de groupes de gestion au sein de la flotte côtière

8.10.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

8.10.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Accord annuel conclu entre les pouvoirs publics et l'Organisation des pêcheurs norvégiens.

8.10.3 Objectif général de la subvention

Mesure structurelle visant à réduire les coûts dans le secteur de la pêche.

8.10.4 Forme de la subvention

Dons.

8.10.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention est versée aux pêcheurs agréés.

Le groupe de pêcheurs constituant un bureau de gestion doit contrôler au moins dix bateaux, ou la valeur annuelle de ses ventes de première main doit représenter au moins 10 millions de couronnes norvégiennes. Chaque bureau de gestion peut recevoir jusqu'à 300 000 couronnes.

8.10.6 Montant de la subvention

En 1994, trois bureaux ont reçu un montant total de 0,8 million de couronnes norvégiennes.

8.10.7 Durée de la subvention

La subvention a été instituée conformément à l'accord de 1964 conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique. La subvention est accordée pour une année; aucun délai précis en rapport avec cette subvention n'a cependant été fixé.

8.10.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique faisant apparaître les effets de la subvention sur le commerce. La Norvège estime que cette subvention n'a eu aucun effet sur le commerce.

8.11 Aide au développement et à la rationalisation du secteur de la pêche

8.11.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

8.11.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement du 8 février 1995 relatif à l'aide au développement et à la rationalisation du secteur de la pêche.

Budget annuel de l'Etat.

8.11.3 Objectif général de la subvention

Domaines visés: 1) produits et technologie de transformation; 2) production intégrée mer/terre; 3) développement de l'élevage d'espèces nouvelles.

8.11.4 Forme de la subvention

Dons.

8.11.5 A qui et comment la subvention est accordée

Les particuliers, les entreprises et les instituts de recherche peuvent demander à bénéficier de subventions.

Pour les grands projets, une participation financière de 50 pour cent est exigée des particuliers et des entreprises.

8.11.6 Montant de la subvention

L'aide accordée varie selon les projets.

Budget total de 1994: 10 millions de couronnes norvégiennes.

8.11.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1994. La durée n'a pas été précisée.

8.11.8 Effets de la subvention sur le commerce

Etant donné la faiblesse des moyens et les conditions spéciales afférentes à la participation des particuliers et des entreprises, les effets sur le commerce sont très limités, voire inexistant.

8.12 Recherche dans le secteur de la pêche

8.12.1 Autorité compétente

Le Ministère de la pêche.

8.12.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Accord annuel conclu entre les pouvoirs publics et l'Organisation des pêcheurs norvégiens.

8.12.3 Objectif général de la subvention

1) Recherche dans le secteur de la pêche, 2) mise au point de matériel de pêche doté de bonnes caractéristiques sélectives.

8.12.4 Forme de la subvention

Dons.

8.12.5 A qui et comment la subvention est accordée

La flotte de pêche et les instituts de recherche peuvent demander à bénéficier de subventions.



#### 8.12.6 Montant de la subvention

L'aide accordée varie selon les projets. En 1994, aucune aide n'a été accordée au titre de la recherche.

#### 8.12.7 Durée de la subvention

La subvention a été instituée conformément à l'accord de 1964 conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique. La durée n'a pas été précisée.

#### 8.12.8 Effets de la subvention sur le commerce

Etant donné la faiblesse des moyens, les effets sur le commerce sont très limités, voire inexistants.

### 9. AIDE AU SECTEUR FORESTIER

#### 9.1 Avantages fiscaux dans le secteur forestier: Fonds d'affectation spéciale pour les forêts et imposition fondée sur une moyenne de cinq ans

##### 9.1.1 Autorité compétente

Le Ministère des finances/Ministère de l'agriculture par l'intermédiaire du Service national des forêts.

##### 9.1.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Les deux régimes d'imposition sont régis par les dispositions de l'article 48 de la Loi n° 8 du 18 août 1911 relative à l'impôt foncier et à l'impôt sur le revenu, administrée par le Ministère des finances.

Le Fonds d'affectation spéciale pour les forêts est en outre régi par la Loi de 1965 relative à l'exploitation forestière et ses amendements, le dernier ayant été apporté en vertu de la Loi n° 96 du 11 juin 1993, ainsi que par les règlements ci-après:

"Règlement relatif aux avantages fiscaux liés à l'utilisation pour certaines fins du Fonds d'affectation spéciale pour les forêts", du 23 août 1983.

"Règlement relatif à l'utilisation du Fonds d'affectation spéciale pour les forêts", du 20 avril 1994.

"Règlement relatif aux versements au Fonds d'affectation spéciale pour les forêts à effectuer sur la base du cubage du bois rond", du 28 février 1994.

"Règlement relatif au Fonds d'affectation spéciale pour les forêts pour 1995", du 23 novembre 1994.

### 9.1.3 Objectif général de la subvention

Influer sur l'exploitation des ressources. Etant donné les conditions particulières dans lesquelles s'effectue le commerce des produits forestiers, des ajustements fiscaux sont opérés en faveur des propriétaires forestiers afin de promouvoir les investissements à long terme dans ce secteur.

### 9.1.4 Forme de la subvention

Avantages fiscaux.

### 9.1.5 A qui et comment la subvention est accordée

En principe, les activités forestières sont imposées comme les autres activités économiques, soit en tant que source de revenus distincte soit en combinaison avec d'autres sources de revenus que le propriétaire forestier peut avoir. Les propriétaires forestiers norvégiens peuvent cependant bénéficier des deux régimes d'imposition spéciaux:

Le Fonds d'affectation spéciale pour les forêts est un programme d'investissement obligatoire visant à encourager les investissements privés à long terme dans le secteur forestier destinés à permettre une utilisation durable des ressources forestières. Selon la Loi relative à l'exploitation forestière, tous les propriétaires forestiers doivent verser au Fonds un montant représentant entre 5 et 25 pour cent de la valeur marchande brute de leur bois rond. Au moment de la vente, l'acheteur déduit automatiquement un pourcentage préétabli du produit de la vente. Ce montant est versé sur le compte "Fonds d'affectation spéciale" du propriétaire forestier dans sa banque locale. Les sommes déposées peuvent être utilisées pour réaliser certains investissements dans le domaine de l'exploitation forestière.

Les investissements à long terme dans le secteur forestier peuvent être entièrement passés par pertes et profits au moment de l'investissement et déduits de la déclaration d'impôt sur le revenu pour l'année au cours de laquelle l'investissement est effectué. Le montant retiré du compte "Fonds d'affectation spéciale" pour réaliser un investissement est considéré comme un revenu imposable pour l'année au cours de laquelle cette somme est décaissée. Toutefois, seul un certain pourcentage, qui est fonction de l'importance de l'investissement, est considéré comme un revenu imposable; ce pourcentage est compris entre 65 pour cent pour les investissements allant jusqu'à 50 000 couronnes norvégiennes et 95 pour cent pour les investissements supérieurs à 500 000 couronnes.

Pour les gros investissements, il peut être nécessaire d'accumuler des capitaux pendant plusieurs années sur le compte "Fonds d'affectation spéciale" avant de pouvoir les réaliser. Il en résulte que le propriétaire forestier bénéficie d'un crédit d'impôt sans intérêt.

Le propriétaire forestier ne reçoit aucun intérêt du Fonds d'affectation spéciale. Selon la Loi relative à l'exploitation forestière, l'intérêt est utilisé au profit de l'exploitation forestière norvégienne à l'échelon des municipalités ou des comtés ou au niveau national.

Imposition fondée sur une moyenne de cinq ans. L'impôt sur le revenu annuel du propriétaire forestier est calculé sur la base de son revenu moyen des cinq années antérieures de sorte que, pour ne pas être soumis à l'imposition progressive, il n'est pas nécessaire que ses revenus annuels soient d'un montant égal. Le taux marginal d'imposition peut donc être réduit par rapport à d'autres groupes de revenus, pour lesquels le revenu de la seule année antérieure constitue la base d'imposition. Il résulte également de ce régime que les propriétaires forestiers bénéficient d'un crédit d'impôt de deux ans.

#### 9.1.6 Montant de la subvention

Fonds d'affectation spéciale pour les forêts. Le montant des sommes prélevées en 1994 sur les comptes "Fonds d'affectation spéciale pour les forêts" et affectées au niveau national à la réalisation d'investissements remplissant les conditions requises a atteint au total 168 millions de couronnes norvégiennes. Le montant non imposable a représenté au total 53 millions de couronnes. Le montant de la subvention, qui n'a pas été calculé, dépendra des taux d'imposition applicables aux divers propriétaires forestiers.

Imposition fondée sur une moyenne de cinq ans. En 1993, le montant total de la subvention a été de 17 millions de couronnes norvégiennes. On suppose qu'en 1994 son montant s'est situé à peu près au même niveau.

#### 9.1.7 Durée de la subvention

Le Fonds d'affectation spéciale pour les forêts a été créé en 1932, mais il existe sous sa forme actuelle depuis 1965.

#### 9.1.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

### 9.2 Subventions à la planification de la gestion forestière

#### 9.2.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'agriculture par l'intermédiaire du Service national des forêts.

#### 9.2.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

"Règlement relatif aux subventions à la planification de la gestion forestière", du 22 avril 1994.

Budget annuel de l'Etat.

#### 9.2.3 Objectif général de la subvention

Encourager la planification de la gestion forestière en tant que moyen fondamental de promouvoir une exploitation forestière durable, tout en assurant:

- une utilisation commerciale rentable active des ressources forestières à court et à long terme;
- le respect et la mise en valeur de toutes les fonctions de la forêt liées à la biodiversité, au paysage, au patrimoine culturel et aux loisirs.

#### 9.2.4 Forme de la subvention

Dons.

#### 9.2.5 A qui et comment la subvention est accordée

La subvention peut être accordée à toutes les catégories de propriétaires forestiers et pour tous les types de terres forestières exploitées.

Sous réserve que des plans individuels de gestion forestière aient été établis au préalable pour une certaine superficie, l'aide est accordée pour dresser des inventaires des ressources de plus grandes superficies déterminées et pour établir des plans de gestion forestière pour les diverses propriétés. Les recensements de superficies permettent de dresser des inventaires des forêts et des ressources. Une formation portant sur la manière d'appliquer le plan de gestion forestière est également dispensée dans le cadre du programme.

Les taux de subvention sont fixés par le gouverneur du comté sur la base du coût total des recensements de ressources et de l'établissement des plans. Ces taux varient en fonction de la méthode de recensement et de la taille des propriétés forestières. Priorité est donnée aux petites propriétés qui participent à l'établissement collectif d'inventaires au niveau municipal.

Dans certains cas, les recensements de superficies peuvent être subventionnés à 100 pour cent, mais les taux de subvention pour l'établissement des plans individuels de gestion forestière varient considérablement d'une région à l'autre. En principe, aucune subvention n'est accordée pour des propriétés pour lesquelles des versements ont été effectués au titre de ce programme de subventions au cours des dix dernières années.

#### 9.2.6 Montant de la subvention

Les crédits budgétaires pour 1994 se sont élevés à 35 millions de couronnes norvégiennes.

En moyenne, les subventions ont été accordées à raison de 63 couronnes norvégiennes par hectare pour l'établissement des plans de gestion forestière, ou de 3 250 couronnes par propriété forestière.

#### 9.2.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1971. La durée n'a pas été précisée.

#### 9.2.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

### 9.3 Subventions au boisement et à la sylviculture

#### 9.3.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'agriculture par l'intermédiaire du Service national des forêts.

#### 9.3.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

"Règlement relatif aux subventions au boisement et à la sylviculture", du 16 mai 1994.

### 9.3.3 Objectif général de la subvention

Encourager la constitution de forêts de qualité, tout en maintenant et en renforçant les valeurs écologiques liées à la biodiversité, au paysage, au patrimoine culturel et aux loisirs.

### 9.3.4 Forme de la subvention

Dons.

### 9.3.5 A qui et comment la subvention est accordée

Tous les propriétaires forestiers norvégiens peuvent bénéficier de la subvention, mais priorité est donnée aux propriétaires du nord et de l'ouest du pays, ainsi qu'à ceux des régions montagneuses afin de permettre la constitution de forêts de qualité dans les régions non boisées et d'assurer des emplois au niveau local. Toutes les catégories de propriétaires forestiers peuvent obtenir cette subvention, à l'exception des grands propriétaires de l'est du pays dont les coupes représentent un volume annuel de 3 000 m<sup>3</sup>. La subvention n'est accordée que pour les propriétés de plus de 1 hectare de zones forestières productives, qu'il s'agisse de forêts naturelles ou de plantations.

L'aide correspond à un pourcentage des coûts totaux vérifiés ou est accordée par hectare. Elle peut servir à financer les activités ci-après: boisement et régénération (préparation des sites, scarifiage, plantation, ensemencement, pose de clôtures, fertilisation, etc.), travaux complémentaires et entretien des jeunes forêts, planification et travaux administratifs. Les taux de subvention sont fixés par le gouverneur du comté sur la base d'orientations régionales établies par le Ministère de l'agriculture; ils varient selon les régions et les types d'activités.

Conditions à remplir: les activités en question doivent être bénéfiques sur le plan socio-économique et répondre à certaines normes professionnelles et écologiques; la superficie traitée doit être au minimum de 0,2 hectare, et les travaux d'entretien futurs devront être conformes aux normes fixées par l'Etat. Si les contrôles révèlent que ces conditions ne sont pas remplies, l'aide doit être remboursée avec intérêt.

### 9.3.6 Montant de la subvention

Les crédits budgétaires pour 1994 se sont élevés à 121 millions de couronnes norvégiennes.

En 1994, la subvention au boisement a représenté entre 0 et 70 pour cent du coût total, la moyenne nationale étant de 30 pour cent. La subvention aux activités de préparation des sites et de scarifiage s'est élevée en moyenne à 480 couronnes norvégiennes par hectare (l'aide totale est limitée à 2,3 millions de couronnes norvégiennes). Les travaux complémentaires, l'entretien des jeunes forêts, l'essartage et les coupes d'éclaircie préalables à la vente ont été subventionnés, en moyenne, à raison de 1 920 couronnes norvégiennes par hectare.

### 9.3.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1931. La durée n'a pas été précisée.

### 9.3.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

#### 9.4 Subventions pour la construction de routes forestières

##### 9.4.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'agriculture par l'intermédiaire du Service national des forêts.

##### 9.4.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

"Règlement relatif aux subventions pour la construction de routes forestières", du 28 juin 1994.

##### 9.4.3 Objectif général de la subvention

Assurer la construction et la réfection des routes forestières pour le transport du bois rond, afin de faciliter l'accès aux forêts et de permettre une gestion et une exploitation forestières rationnelles. Priorité est donnée aux régions à faible revenu. En Norvège, la densité des routes forestières dans les régions boisées productives est encore insuffisante et varie considérablement d'une région à l'autre.

##### 9.4.4 Forme de la subvention

Dons.

##### 9.4.5 A qui et comment la subvention est accordée

Tous les propriétaires de terres boisées où l'exploitation forestière peut être rentable peuvent bénéficier de la subvention. Priorité est donnée aux propriétaires du nord et de l'ouest du pays ainsi qu'à ceux des régions montagneuses.

Des aides peuvent être accordées pour la construction de nouvelles routes forestières destinées aux camions et aux tracteurs, ainsi que pour la réfection de routes existantes afin d'améliorer la qualité des routes.

Le soutien est calculé en pourcentage des coûts totaux vérifiés.

Les taux appliqués varient selon les priorités fixées. Les taux de subvention maximums sont les suivants: Norvège septentrionale: 75 pour cent, Norvège occidentale et régions montagneuses: 60 pour cent, régions forestières typiques: 40 pour cent.

La route forestière doit être planifiée et construite selon les normes routières fixées par le Ministère de l'agriculture. Un programme financier et un descriptif du projet, tenant compte des normes environnementales établies par le Ministère, doivent être fournis. Les autres conditions à remplir sont notamment les suivantes: méthodes comptables agréées, travaux d'entretien réguliers futurs, libre accès aux routes forestières pour les fonctionnaires des Ministères de l'environnement et de l'agriculture, coupes soutenables et reboisement durable des terres boisées tributaires du réseau routier.

Si les contrôles révèlent que les conditions susmentionnées ne sont pas remplies, le Service national des forêts peut exiger le remboursement de l'aide, avec intérêt.

##### 9.4.6 Montant de la subvention

Les crédits budgétaires se sont élevés à 85,4 millions de couronnes norvégiennes en 1994. La subvention annuelle moyenne pour chaque projet routier est de l'ordre de 15 à 20 000 couronnes

par propriétaire forestier, ce qui correspond à environ 10 couronnes par m<sup>3</sup> de bois coupé sur la superficie desservie par des routes, soit environ 3 pour cent de la valeur marchande brute du bois.

9.4.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1961. La durée n'a pas été précisée.

9.4.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

9.5 Subvention pour la récolte de bois rond en terrain difficile

9.5.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'agriculture par l'intermédiaire du Service national des forêts au niveau des comtés.

9.5.2 Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

"Règlement relatif aux subventions pour la récolte de bois rond en terrain difficile", du 28 avril 1994.

9.5.3 Objectif général de la subvention

Aide régionale: création d'emplois et accroissement de l'activité économique dans les régions rurales grâce à une utilisation durable des ressources forestières en terrain difficile et abrupt.

9.5.4 Forme de la subvention

Dons.

9.5.5 A qui et comment la subvention est accordée

Toutes les forêts privées, communales ou domaniales peuvent bénéficier de la subvention. Environ un quart des terres forestières productives en Norvège est classé terrain abrupt et difficile. Environ la moitié de ces terres est classée terrain extrêmement difficile, la récolte de bois rond nécessitant l'utilisation de grues à câble ou autres méthodes d'exploitation intensive. Ce type de terrain est principalement situé dans des zones rurales peu peuplées et où les possibilités d'emploi sont limitées.

Le versement de subventions est subordonné à certaines conditions en matière de gestion forestière et d'environnement.

Les subventions, qui peuvent être attribuées par hectare récolté, sont calculées en fonction de la pente du terrain et de la longueur du versant. Elles sont accordées lorsque la longueur du versant est supérieure à 75 mètres et que la pente du terrain dépasse 60 pour cent, si l'utilisation d'un tracteur est possible, ou 40 pour cent, si le terrain ne se prête qu'à l'utilisation de grues à câble.

Les subventions peuvent aussi être attribuées par mètre cube, si l'extraction nécessite un transport exceptionnellement long sur le terrain ou le recours à plusieurs méthodes de récolte.

Pour les opérations sur des terrains dont la pente dépasse 60 pour cent et lorsque la récolte peut être effectuée à l'aide d'un tracteur, le montant de la subvention est de 4 000 couronnes norvégiennes par hectare, avec un maximum de 60 couronnes par mètre cube. Pour les terrains dont la pente dépasse 40 pour cent et lorsque seules des grues à câble peuvent être utilisées et que la longueur de treuillage est inférieure à 150 mètres, c'est le même montant unitaire qui est applicable. Pour les opérations de treuillage sur une distance supérieure à 150 mètres, le montant de la subvention est de 6 000 couronnes norvégiennes par hectare. Lorsque le transport sur le terrain dépasse 2 kilomètres, une subvention peut être accordée à raison de 30 couronnes par mètre cube et par kilomètre.

#### 9.5.6 Montant de la subvention

Les crédits budgétaires annuels se sont élevés à 13 millions de couronnes norvégiennes en 1994. La subvention moyenne est de 46 couronnes par mètre cube, soit 15 à 25 pour cent des coûts de récolte. La subvention annuelle moyenne accordée à chaque bénéficiaire s'élève à environ 10 000 couronnes, le montant maximum étant de 150 000 couronnes.

#### 9.5.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1976. L'objectif est de réduire progressivement les crédits à mesure que des méthodes adéquates seront introduites et éprouvées.

#### 9.5.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

### 9.6 Subventions pour le transport dans le secteur forestier

#### 9.6.1 Autorité compétente

Le Ministère de l'agriculture par l'intermédiaire du Service national des forêts.

#### 9.6.2 Dispositions en vertu desquelles la subvention est accordée

"Règlement relatif aux subventions pour le transport dans le secteur forestier", du 11 novembre 1993.

#### 9.6.3 Objectif général de la subvention

Accroître les activités forestières, surtout dans l'ouest et le nord du pays, par la mise en place d'un système de livraison de bois d'oeuvre et de bois rond à des prix acceptables. Les régions septentrionale et occidentale ne peuvent toujours pas fournir de quantités suffisantes pour permettre l'établissement au niveau régional de grandes industries de transformation du bois. La majeure partie du bois rond (notamment le bois de pâte) doit donc être transportée par camion ou par ferry avant d'être chargée à bord de cargos pour être livrée aux industries de transformation existantes.

#### 9.6.4 Forme de la subvention

Dons.



#### 9.6.5 A qui et comment la subvention est accordée

Toutes les sortes de bois et tous les produits du bois peuvent bénéficier de ce soutien, mais la majeure partie de l'aide va au transport du bois de pâte en provenance de l'ouest de la Norvège et du bois feuillu jusqu'aux usines de fabrication de panneaux de particules dans le nord du pays.

L'aide peut être accordée sous la forme:

- de subventions unitaires directes en couronnes norvégiennes par mètre cube, lorsque le transport est particulièrement long et coûteux;
- de subventions à l'investissement pour des infrastructures permettant d'améliorer dans l'intérêt général le transport des produits forestiers.

Les subventions à l'investissement sont octroyées pour la construction d'infrastructures collectives - quais, docks, etc. - utilisées pour l'entreposage et le chargement du bois rond destiné à être transporté par mer.

Le transport est subventionné à condition que l'aide ne couvre que la partie des coûts qui dépasse la moyenne nationale "normale". Le coût du transport du bois dans l'ouest de la Norvège est environ le double du coût national moyen. Si les contrôles révèlent que les conditions susmentionnées ne sont pas remplies, le Service national des forêts peut exiger le remboursement de l'aide, avec intérêt.

#### 9.6.6 Montant de la subvention

Les crédits budgétaires se sont élevés à 9,6 millions de couronnes norvégiennes en 1994.

En 1994, environ 400 000 mètres cubes ont été subventionnés au titre du programme d'aide au transport, ce qui représente 4 pour cent du volume total des ventes de bois rond.

#### 9.6.7 Durée de la subvention

Date d'institution: 1976. Il a cependant été clairement indiqué dans le programme forestier national que l'aide sera réduite à mesure que les conditions s'amélioreront. Il est de ce fait envisagé d'y mettre fin en 1996.

#### 9.6.8 Effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose d'aucune donnée statistique permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

### 10. SECTEUR AGRICOLE

#### I. Introduction

La présente notification des subventions dans le secteur agricole vise à donner un bref aperçu des programmes de subventions en faveur de l'agriculture. En ce qui concerne sa teneur, cette notification est alignée sur les notifications précédentes que la Norvège a fait parvenir au Comité des subventions et des mesures compensatoires. Des notifications seront également présentées au Comité de l'agriculture dans les délais prévus par l'Accord sur l'agriculture.

## II. Renseignements sur les programmes de subventions

Les réponses figurent dans l'ordre indiqué à la page 3 du modèle de questionnaire reproduit dans le document G/SCM/W/8.

1. Les divers programmes sont décrits aux paragraphes 5 et 7 ci-après.
2. La notification porte sur les programmes qui sont entrés en vigueur le 1er juillet 1995 et qui le resteront jusqu'au 30 juin 1996.
3. La politique agricole de la Norvège est appliquée conformément aux objectifs visés en matière de production, de revenus, de productivité, de développement régional et d'environnement. D'importants changements sont intervenus dans la politique agricole ces dernières années, et les deux derniers objectifs ont reçu un rang de priorité plus élevé.
4. Le niveau maximum des prix des produits agricoles et le soutien financier à accorder à l'agriculture sont fixés dans la Convention agricole conclue chaque année entre les syndicats agricoles et l'Etat. La Convention est subordonnée à l'approbation et à l'ouverture de crédits budgétaires par le Parlement (Storting). Les crédits à ce titre sont inscrits au chapitre 1150 (Ministère de l'agriculture) du budget de l'Etat, et ceux qui sont destinés à l'encadrement des prix à la consommation, au chapitre 1580, poste 70 (Ministère de l'administration publique).
5. Un soutien est accordé pour les céréales et les graines oléagineuses, les fruits et légumes, le lait et les produits laitiers, les viandes de boeuf et de veau, de mouton, de porc et de volaille, les oeufs et la laine. Ces divers secteurs bénéficient des programmes de soutien indiqués ci-après.

### A. Secteur laitier

Les producteurs de lait bénéficient d'un prix de soutien de base applicable à toute la production, compte tenu du plafond fixé pour la production nationale, étant donné l'importance vitale que revêt la production de lait dans plusieurs régions agricoles. Dans ces régions, les productions agricoles de remplacement sont limitées. Les producteurs de lait reçoivent une aide pour chaque litre de lait livré à la laiterie. Le montant varie selon le district. Les aides les plus importantes sont octroyées dans les districts situés le plus au nord.

Aucune subvention de soutien des prix à la consommation n'est accordée pour le lait liquide et les fromages consommés dans le pays. La taxe sur la valeur ajoutée donne lieu au versement d'une compensation pour ces produits.

Un soutien structurel général, également désigné sous le nom de soutien structurel des revenus, est accordé pour une production de 30 000 litres de lait de vache ou de 15 000 litres de lait de chèvre. L'objectif principal est d'assurer l'égalité de revenus entre grandes et petites exploitations.

### B. Secteur de la viande

Les producteurs de viandes de mouton, de boeuf et de veau bénéficient d'un prix de soutien de base qui s'applique à la totalité de la production, compte tenu des plafonds fixés pour la production nationale.

Un soutien des prix dont le montant varie selon les régions est accordé pour la viande (sauf pour la viande de volaille) à des taux variant à la fois selon les types de viande et les régions. Comme

pour le lait, le district le plus septentrional bénéficie du taux le plus élevé. Une aide au transport est octroyée afin d'éviter des écarts entre les recettes à la sortie des exploitations en raison des différences de distance entre les exploitations agricoles et les établissements de transformation.

La taxe sur la valeur ajoutée donne lieu au versement d'une compensation pour ces produits.

C. Oeufs

Le secteur des oeufs bénéficie d'aides au transport semblables à celles qui sont accordées pour la viande et les céréales. Un soutien est prévu dans le cadre d'un programme de régulation de l'offre pour les producteurs d'oeufs qui y participent.

D. Laine

L'Organisation norvégienne de commercialisation de la viande bénéficie d'un soutien pour maintenir le prix à la production de la laine au-dessus des cours mondiaux.

E. Secteur des céréales

Un nouveau système de marché a été mis en place dans le cadre de la Convention agricole pour 1995-1996. L'objectif est de maintenir la production de céréales à son niveau actuel. Pour atteindre cet objectif, les prix à la production des céréales et des graines oléagineuses produites dans le pays sont garantis. Un certain soutien est en outre fourni pour le transport des céréales, pour la même raison que celle indiquée ci-dessus dans le cas de la viande.

F. Pommes de terre et produits horticoles

Un certain soutien est accordé pour les pommes de terre et les produits horticoles au titre de programmes ayant pour objet la régulation des marchés et l'amélioration de la qualité.

G. Soutien en fonction du nombre de têtes de bétail et de la superficie cultivée

Certains versements sont fonction du nombre d'animaux et de la superficie cultivée. Il existe notamment un programme concernant les superficies et l'entretien du paysage, ainsi qu'un programme de soutien en fonction du nombre de têtes qui, tel qu'il est appliqué actuellement, est identique, mis à part certains ajustements techniques, à l'ancien programme de soutien (année-homme).

H. Plan de congés et de remplacement temporaire

Afin que les éleveurs puissent prendre des congés et avoir du temps libre au même titre que d'autres groupes professionnels et les salariés, leurs dépenses légitimes liées à l'embauche de vacataires destinés à les remplacer leur sont remboursées dans le cadre d'un plan de congés et de remplacement temporaire. Ce plan doit être approuvé et ils doivent présenter des pièces justificatives de leurs dépenses.

I. Régulation des marchés

Des fonds de régulation des marchés sont utilisés pour la viande, les oeufs, les fruits et les légumes afin de faire appliquer les prix indicatifs stipulés pour les différents produits dans la Convention agricole. Ces prix représentent le niveau maximum des prix moyens du marché sur l'ensemble de l'année. Des réductions peuvent être opérées pour ajuster les prix intérieurs. Les sommes nécessaires pour intervenir sur les marchés sont réparties conformément à la Convention et proviennent des crédits

budgétaires ainsi que des cotisations versées par les producteurs. Les sommes provenant du budget de l'Etat ont été considérablement réduites ces dernières années.

6. Parmi les programmes susmentionnés, les programmes de soutien des prix, de soutien structurel des revenus et de soutien en fonction de la superficie cultivée et du nombre de têtes de bétail, ainsi que le plan de congés et de remplacement temporaire donnent lieu à des versements directs aux exploitants agricoles. Les autres programmes sont les programmes de régulation des marchés et autres programmes de soutien indirect.

7. Le montant du soutien mesuré par le coût total budgétisé pour 1994 et 1995 est indiqué dans les tableaux 1 à 5 ci-après.

Tableau 1

Chapitre 1150, Convention agricole  
(en millions de couronnes norvégiennes)<sup>1</sup>

	1994	1995
Fonds de développement agricole	456,8	456,8
Régulation des marchés	125,1	114,7
Soutien des prix	2 887,0	2 911,5
Autres versements directs aux producteurs	7 256,0	6 823,4

<sup>1</sup>Source: Propositions n° 48 (1993-1994) et n° 61 (1994-1995) soumises au Storting par le Ministère de l'administration publique. Il convient de noter qu'il s'agit en général de chiffres préliminaires, aussi bien pour 1994 que 1995.

Tableau 2

Chapitre 1150, Soutien des prix  
(en millions de couronnes norvégiennes)

	1994	1995
Lait et produits laitiers	998,3	896,0
Viandes de boeuf, de veau, de mouton et de porc	902,2	874,0
Céréales	714,0	876,4
Laine	202,4	168,1
Autres	70,1	97,0
Total	2 887,0	2 911,5

Tableau 3

Chapitre 1150. Autres versements directs aux producteurs  
(en millions de couronnes norvégiennes)

	1994	1995
Soutien structurel des revenus	1 716,3	1 573,6
Soutien en fonction du nombre de têtes de bétail <sup>2</sup>	2 231,7	1 948,0
Programme concernant les superficies et l'entretien du paysage	2 803,2	2 874,1
Aides aux cultures marchandes	48,6	55,0
Aides au transport de la viande et des oeufs	87,2	84,7
Autres	369,0	288,0
Total	7 256,0	6 823,4

<sup>2</sup>Les programmes ont été révisés. Prière de se reporter à la réponse à la question 5 A).

Tableau 4

Prix de soutien de base. Montant par unité<sup>3</sup>  
(öre<sup>4</sup> par litre/par kg)

	1.7.94-30.6.95	1.7.95-30.6.96
Lait	26,5	22,2
Viandes de boeuf et de veau	335,0	295,0
Viande de mouton	490,0	450,0

<sup>3</sup>Source: La même que pour le tableau 1.

<sup>4</sup>100 öre = 1 couronne norvégienne.

Tableau 5

Soutien des prix différencié selon les régions. Montant par unité  
(öre par litre/par kg)

	1.7.94-30.6.95	1.7.95-30.6.96
Lait <sup>5</sup>	0/156	0/158
Viande <sup>6</sup>	0/1 300	0/1 300

<sup>5</sup>Dix zones, taux variables, minimum et maximum indiqués.

<sup>6</sup>Cinq zones, taux variables, minimum et maximum indiqués (varie également selon le type de viande).

8. Les programmes de soutien sont en principe établis pour une année car ils sont le résultat de la Convention agricole conclue chaque année entre les syndicats agricoles et l'Etat, laquelle est subordonnée à l'approbation du Storting. En général, la structure d'ensemble des programmes ne change pas d'une année sur l'autre. Les divers programmes font cependant l'objet d'un processus permanent de réexamen et d'évaluation, l'objectif visé étant d'en accroître la simplicité et la transparence.

9. On ne dispose d'aucune évaluation des effets des subventions sur le commerce. Des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations des principaux produits agricoles sont cependant présentées ci-après.<sup>7</sup> Les chiffres pour 1994 concernant les céréales, la viande et les oeufs sont provisoires et ceux pour 1995 concernant l'ensemble des produits sont des prévisions.

Tableau 6

Lait de vache

Année	Livraison aux laiteries	Consommation (en millions de kg)	
	(en millions de litres)	Lait entier, lait partiellement écrémé et lait écrémé	Crème et crème aigre
1991	1 792	718,7	28,5
1992	1 784	722,8	28,5
1993	1 780	703,2	28,8
1994	1 753	694,6	29,0
1995	1 740	684,4	27,9

Tableau 7

Fromage  
(en milliers de tonnes)

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
1991	78,9	22,3	2,4	56,3
1992	77,8	26,8	2,4	57,5
1993	80,1	22,2	2,4	60,5
1994	79,7	21,9	2,3	59,8
1995	81,8	24,4	2,3	59,7

<sup>7</sup>Source: Comité chargé du budget de l'agriculture pour toutes les données, à l'exception de celles concernant les céréales, qui sont fournies par l'Office national des céréales.

Tableau 8

Beurre  
(en milliers de tonnes)

Année	Production	Exportations	Importations	Consommation
1991	21,4	7,4	0,0	14,2
1992	20,2	5,8	0,0	13,3
1993	19,6	7,6	0,0	13,2
1994	17,3	4,0	0,0	12,9
1995	15,6	3,5	0,0	11,6

Tableau 9

Céréales  
(en millions de kg)<sup>8</sup>

Année	Production	Importations	Exportations	Consommation
<b>Blé</b>				
1991	245,5	181,1	5,4	428,1
1992	195,1	274,5	10,7	413,7
1993	360,2	243,3	9,3	489,0
1994	253,1	301,4	7,3	539,6
1995	363,0	non disponible	0,0	non disponible
<b>Seigle</b>				
1991	5,0	28,3	3,0	38,9
1992	3,7	33,0	0,0	35,4
1993	12,4	28,4	0,0	34,1
1994	7,0	36,8	0,0	41,9
1995	14,0	non disponible	0,0	non disponible
<b>Orge</b>				
1991	660,6	48,9	0,0	569,8
1992	485,0	0,0	0,0	635,1
1993	630,0	46,7	0,0	767,1
1994	492,8	206,0	0,0	667,1
1995	649,0	non disponible	0,0	non disponible
<b>Avoine</b>				
1991	564,8	0,1	0,0	489,1
1992	329,6	0,0	50,0	553,7
1993	379,8	0,0	0,0	390,7
1994	291,9	17,5	0,0	341,8
1995	421,0	non disponible	0,0	non disponible

<sup>8</sup>Les chiffres de la production majorés des importations et minorés des exportations peuvent être différents des chiffres de la consommation en raison des variations des stocks et des pertes pendant l'entreposage. Les chiffres concernant les importations et la consommation pour 1995 n'ont pas pu être obtenus.

Tableau 10

Viande  
(en milliers de tonnes)<sup>9</sup>

Année	Production	Importations	Exportations	Consommation
<b>Boeuf et veau<sup>10</sup></b>				
1991	79,4	1,4	2,8	79,0
1992	83,8	1,3	5,9	78,6
1993	83,1	1,4	3,6	82,2
1994	86,7	2,0	1,4	86,7
1995	85,3	3,0	0,5	88,5
<b>Mouton</b>				
1991	23,3	0,3	0,0	23,0
1992	23,9	0,2	0,0	23,7
1993	25,2	0,3	0,5	25,7
1994	26,0	0,4	0,0	25,1
1995	25,8	0,3	0,5	25,6
<b>Porc<sup>11</sup></b>				
1991	85,1	2,8	1,3	86,1
1992	90,8	3,5	5,6	87,3
1993	89,8	5,1	2,8	93,4
1994	91,0	5,5	0,5	96,6
1995	93,8	5,0	0,5	99,0
<b>Volaille</b>				
1991	20,2	0,3	0,0	21,8
1992	22,7	0,3	0,0	21,4
1993	22,8	0,3	0,0	24,2
1994	25,5	0,4	0,1	26,9
1995	29,5	0,5	0,1	28,8
<b>Oeufs</b>				
1991	50,3	0,2	1,7	47,5
1992	50,8	0,1	1,6	47,9
1993	51,3	0,1	2,6	47,5
1994	51,4	0,0	2,1	48,0
1995	50,9	0,5	0,9	48,4

<sup>9</sup>Les chiffres de la production majorés des importations et minorés des exportations peuvent être différents des chiffres de la consommation en raison des variations des stocks.

<sup>10</sup>Les données concernant les importations et les exportations pour 1991-1993 diffèrent de celles qui figurent dans la notification de 1994, ce qui tient peut-être à la diversité des sources statistiques, les différences pouvant être dues à la prise en compte des importations en transit.

<sup>11</sup>Voir note 8.